



COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 6 NOVEMBRE 2024
DECISION n° SDU/2024-022

Affaire : M. XXX, étudiant à l'Université de Picardie Jules Verne, né le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-022**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire
- M. David CHATAUR

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA
- Mme Clara MAMET

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 4 septembre 2024 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction rédigé par M. David CHATAUR, rapporteur, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressé adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 10 octobre 2024.

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiant et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

M. XXX s'étant présenté seul à l'audience ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par M. David CHATAUR ;

Après avoir entendu l'étudiant, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiant, ce dernier ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiant s'est retiré ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 4 septembre 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **M. XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrit en L1-L2 Informatique, à l'UFR des Sciences, pour suspicion de fraude à l'examen de Base de programmation du 7 juin 2024 par la détention d'un téléphone portable ;

Considérant que le procès-verbal de fraude rapporte que l'intéressé « a été surpris en possession d'un téléphone portable durant l'épreuve », fait constaté par Mme AAA, enseignante et surveillante de l'épreuve en compagnie de M. BBB, tous deux signataires du procès-verbal comme M. XXX ;

Considérant que, devant la commission de discipline, l'intéressé a reconnu les faits qui lui sont reprochés, expliquant avoir pris son téléphone, qui sonnait, afin de raccrocher l'appel reçu, alors même qu'il a été expressément demandé aux étudiants de mettre leur téléphone portable en mode avion ou silencieux ;

Considérant que l'étudiant ajoute qu'il n'a pas dissimulé son téléphone au moment des faits, laissant entendre le fait qu'il n'avait pas l'intention de tricher et remettant son téléphone au surveillant qui en a fait la demande ;

Considérant que conformément à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne, le fait d'être en possession d'un téléphone portable pendant une épreuve est strictement prohibé, sans qu'il soit nécessaire d'établir ni la nature ni la finalité de cette utilisation ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen ;

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Monsieur XXX** :

Un avertissement

Article 2 : En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

Article 3 : Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à l'intéressé et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le mardi 3 décembre 2024

**La Présidente
de la Commission de discipline**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a long horizontal stroke.

Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Le secrétaire de séance

A handwritten signature in black ink, featuring a stylized 'N' and 'L' followed by a horizontal line.

Nicolas LEVIEUX

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr



COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 6 NOVEMBRE 2024
DECISION n° SDU/2024-024

Affaire : M. XXX, étudiant à l'Université de Picardie Jules Verne, né le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-024**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire
- M. David CHATAUR

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA
- Mme Clara MAMET

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 3 septembre 2024 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction rédigé par M. David CHATAUR, rapporteur, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressé adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 8 octobre 2024.

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiant et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

M. XXX s'étant présenté seul à l'audience ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par M. David CHATAUR ;

Après avoir entendu l'étudiant, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiant, ce dernier ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiant s'est retiré ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 3 septembre 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **M. XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrit en Licence 3 Banque à l'UFR d'Economie-Gestion, pour suspicion de fraude aux examens d'Economie industrielle et des organisations du 10 juin 2024 et de Gestion de trésorerie du 20 juin 2024 par la détention et l'utilisation d'un téléphone portable ;

Considérant que le procès-verbal de fraude concernant l'épreuve d'Economie industrielle et des organisations qui a eu lieu le 10 juin 2024 rapporte que M. AAA, enseignant et surveillant de l'épreuve, a constaté que M. XXX était en possession d'un téléphone portable « dissimulé entre ses jambes » tandis qu'un second téléphone, éteint, était posé sur la table ;

Considérant que le procès-verbal concernant l'épreuve de Gestion de la trésorerie qui a eu lieu le 20 juin 2024 mentionne le fait que Mme BBB, enseignante et surveillante de l'épreuve, a remarqué au bout d'une demi-heure que l'intéressé utilisait son téléphone portable, ce dernier argumentant par le fait qu'il n'était pas en train de tricher mais de lire ses messages, alors même que la consigne rappelant l'obligation de ranger les téléphones portables a été donnée par l'enseignante avant le début de l'épreuve ;

Considérant que, devant la commission de discipline, l'intéressé n'a pas reconnu les faits qui lui sont reprochés, imputant la survenance d'un accident qu'il a subi au fait d'avoir appris l'existence du second procès-verbal de fraude à la suite de la récupération de son diplôme ;

Considérant qu'il est impossible que l'étudiant ait pu récupérer son diplôme compte tenu de la saisine de la commission disciplinaire dont il fait l'objet ;

Considérant que l'étudiant dit ne pas avoir eu connaissance du procès-verbal de fraude en date du 10 juin 2024, rédigé par M. AAA, alors même que son refus de le signer est mentionné sur ledit document ;

Considérant que M. XXX relate le fait que M. AAA a vérifié son téléphone, le trouvant éteint, demandant alors à l'étudiant de terminer son examen tout en rédigeant le procès-verbal de fraude que l'intéressé a refusé de signer ;

Considérant que l'intéressé a tenu, devant la commission de discipline, des propos diffamatoires selon lesquels il est « habitué à l'inégalité et au favoritisme depuis trois ans qu'il est à l'UPJV » ;

Considérant que, devant la commission de discipline, l'intéressé a fait preuve d'une attitude insolente et menaçante, tout en niant avoir tenté de frauder durant les deux épreuves précitées ;

Considérant que M. XXX a déjà été sanctionné par la commission de discipline le 14 juin 2022, écopant d'une exclusion dont la durée de dix-huit mois assortie du sursis était expirée depuis le 14 décembre 2023 ;

Considérant que conformément à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne, le fait d'être en possession d'un téléphone portable, de notes de cours ou de tout autre document écrit pendant une épreuve est strictement prohibé, sans qu'il soit nécessaire d'établir ni la nature ni la finalité de cette utilisation ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen ;

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Monsieur XXX :**

une exclusion définitive de l'Université de Picardie Jules Verne

Article 2 : En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

Article 3 : Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à l'intéressé et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le mardi 3 décembre 2024

**La Présidente
de la Commission de discipline**



Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Le secrétaire de séance



Nicolas LEVIEUX

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES
INSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES (DAGIJ)
1 Chemin du Thil – CS 52 501
80025 AMIENS CEDEX 1
Secrétariat de section disciplinaire
discipline@u-picardie.fr



<p align="center">COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 6 NOVEMBRE 2024 DECISION SDU/2024-032</p>
--

Affaire : M. XXX, étudiant à l'Université de Picardie Jules Verne, née le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-032**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire

- M. David CHATAUR

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA

- Mme Clara MAMET

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 3 septembre 2024 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction rédigé par M. David CHATAUR, rapporteur, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressé adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 9 octobre 2024.

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiant et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par M. David CHATAUR ;

M. XXX ne s'étant pas lui-même présenté à la visio-audience ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 3 septembre 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **M. XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrit en Licence 2 Informatique à l'UFR des Sciences, pour attitude agressive et menaçante de manière répétée envers plusieurs enseignants de la Licence d'informatique.

Considérant que l'ensemble des pièces portées au dossier relatent des propos agressifs et menaçants tenus à plusieurs reprises par l'étudiant à l'encontre du corps enseignant tels que « vous n'allez pas vous en sortir cette année c'est moi qui vous le dis » (à l'encontre de M. AAA) ou encore « Si vous êtes une chieuse dites-le mais n'essayez pas de faire bonne figure pour après cracher sur les autres » (à l'encontre de Mme BBB).

Considérant qu'en lieu et place de l'intéressé un ancien usager de l'Université de Picardie Jules Verne (M. CCC) s'est présenté à la visio-audience ;

Considérant que conformément à l'article R811-27 du Code de l'éducation, l'étudiant faisant l'objet d'une commission disciplinaire « peut se faire assister ou représenter par un conseil de son choix », sous réserve qu'il ait indiqué à la section disciplinaire le nom de son conseil et l'étendue de son mandat ;

Considérant que l'intéressé avait confirmé sa présence à la visio-audience la veille et n'avait donc pas exprimé à la section disciplinaire son souhait d'être représenté par le conseil de son choix, ni l'identité ni l'étendue du mandat dudit conseil ;

Considérant dès lors que M. CCC n'a donc pas pu être entendu par la section disciplinaire ;

Considérant que les faits reprochés à l'intéressé relèvent de comportements inappropriés et menaçants ; ces faits sont ainsi de nature à porter atteinte à l'ordre et au bon fonctionnement de l'établissement ;

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Monsieur XXX** :

une exclusion définitive de l'Université de Picardie Jules Verne

Article 2 : La présente décision sera notifiée à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception, ainsi qu'au Président de l'Université de Picardie Jules Verne et au recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le mardi 3 décembre 2024

**La Présidente
de la Commission de discipline**



Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Le secrétaire de séance



Nicolas LEVIEUX

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES
INSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES (DAGIJ)
1 Chemin du Thil – CS 52 501
80025 AMIENS CEDEX 1
Secrétariat de section disciplinaire
discipline@u-picardie.fr



COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 6 NOVEMBRE 2024
DECISION n° SDU/2024-013

Affaire : Mme XXX, étudiante à l'Université de Picardie Jules Verne, née le

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-013**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire
- M. David CHATAUR

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA
- Mme Clara MAMET

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 17 juillet 2024 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction rédigé par M. David CHATAUR, rapporteur, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressée adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 14 octobre 2024 ;

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiante et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

Mme XXX s'étant présentée à l'audience accompagnée de son père ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par M. David CHATAUR ;

Après avoir entendu l'étudiante, son père, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiante, cette dernière ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiante et son père se sont retirés ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 17 juillet 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **Mme XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrite en DEUST 1 Technicien Préparateur en Pharmacie, à l'UFR de Pharmacie, pour suspicion de fraude durant les épreuves de Microbiologie du 13 mai 2024 et de Biochimie du 17 juin 2024 ;

Considérant que le procès-verbal d'incident concernant l'épreuve de Microbiologie qui a eu lieu le 13 mai 2024 rapporte que Mme AAA, formatrice et surveillante de l'épreuve, a relevé que Mme XXX était « en train de taper sur son téléphone portable en début d'épreuve, celui-ci étant sur son genou sous une écharpe » et ayant été « saisi allumé sur une page de cours » ;

Considérant que devant la commission de discipline, l'intéressée nie toute intention de frauder à l'examen de Microbiologie en date du 13 mai 2024, expliquant avoir malencontreusement sorti son téléphone de sa poche « par réflexe » après avoir reçu une notification, et ce, dans le but de l'éteindre ;

Considérant que l'étudiante nie également que ledit téléphone était allumé sur une page de cours ou dissimulé sous une écharpe et indique avoir signé le procès-verbal d'incident contenant pourtant ces précisions car elle pensait être obligée de le signer ;

Considérant que dans le procès-verbal d'incident concernant l'épreuve de Biochimie qui a eu lieu le 17 juin 2024, Mme BBB, enseignante et surveillante de l'épreuve rapporte qu'en distribuant les sujets dans les rangs et ayant trouvé « suspecte » l'épaisseur des feuilles se trouvant devant Mme XXX, elle a trouvé dans le tas, une feuille de convocation avec des post-it contenant des notes de cours ;

Considérant que devant la commission de discipline, l'intéressée soutient, s'agissant de l'épreuve de Biochimie en date du 17 juin 2024, que lorsque la feuille litigieuse a été saisie l'épreuve n'avait pas encore débuté, qu'elle n'avait ni copie ni sujet sur sa table, qu'elle avait gardé la feuille dans le but de réviser « jusqu'au bout » et avait oublié de la ranger avant le début de l'épreuve ;

Considérant qu'afin de démontrer que l'épreuve n'avait pas encore débuté lorsque la feuille litigieuse a été saisie, l'étudiante souligne que le procès-verbal d'incident mentionne que l'incident a débuté à 9h20 tandis que le procès-verbal de déroulement d'épreuve mentionne que l'épreuve a débuté à « 9h21.40s » ;

Considérant que l'intéressée indique ne pas se souvenir d'avoir signé le procès-verbal d'incident susvisé, insistant sur le fait qu'elle n'avait aucune intention de tricher et s'inquiète, tout comme son père, à propos des répercussions qu'une éventuelle exclusion aurait sur le reste de son cursus universitaire et sa vie d'adulte ;

Considérant que la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne dispose qu'est considérée comme une tentative de fraude « le fait pendant l'épreuve d'utiliser ou même de conserver avec soi des documents ou matériels non autorisés ainsi qu'un téléphone portable ou autre outil de communication » ;

Considérant que conformément à la même charte, les étudiants sont tenus de déposer leurs affaires loin des tables de composition dès leur entrée dans la salle d'examen, à savoir 15 minutes avant le début des épreuves ;

Considérant que conformément à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne, le fait d'être en possession d'un téléphone portable pendant une épreuve est strictement prohibé, sans qu'il soit nécessaire d'établir ni la nature ni la finalité de cette utilisation ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen.

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Madame XXX :**

Une exclusion d'un an avec sursis de l'Université de Picardie Jules Verne

Article 2 : En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

Article 3 : Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à l'intéressée et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le mardi 3 décembre 2024

**La Présidente
de la Commission de discipline**



Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Le secrétaire de séance



Nicolas LEVIEUX

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES
INSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES (DAGIJ)
1 Chemin du Thil – CS 52 501
80025 AMIENS CEDEX 1
Secrétariat de section disciplinaire
discipline@u-picardie.fr



COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 6 NOVEMBRE 2024
DECISION n° SDU/2024-026

Affaire : M. XXX, étudiant à l'Université de Picardie Jules Verne, né le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-026**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire
- M. David CHATAUR

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA
- Mme Clara MAMET

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 3 septembre 2024 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction rédigé par M. David CHATAUR, rapporteur, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressé adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 14 octobre 2024 ;

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiant et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

M. XXX s'étant présenté seul à l'audience ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par M. David CHATAUR ;

Après avoir entendu l'étudiant, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiant, ce dernier ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiant s'est retiré ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 3 septembre 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **M. XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrit en Licence 1 Economie et Gestion, pour suspicion de fraude à l'examen de Mathématiques du 12 juin 2024 ;

Considérant que dans le procès-verbal de constatation de fraude relatif à l'examen de Mathématiques qui a eu lieu le 12 juin 2024, M. AAA, enseignant et surveillant de l'épreuve, rapporte que M. XXX a reconnu avoir copié sur son voisin de table ;

Considérant que devant la commission de discipline, l'intéressé reconnaît de nouveau les faits reprochés, ajoute s'excuser et affirme qu'il ne recommencera plus ;

Considérant que conformément à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne, la possession de notes de cours ou de tout autre document écrit non autorisé contenant des informations susceptibles d'être utilisées pendant une épreuve est strictement prohibée ;

Considérant qu'en s'aidant de la copie de son voisin pendant l'épreuve de Mathématiques en date du 12 juin 2024, l'étudiant a adopté un comportement contraire à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen.

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Monsieur XXX** :

Une exclusion de neuf mois ferme de l'Université de Picardie Jules Verne

Article 2 : En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

Article 3 : Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à l'intéressé et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le mardi 3 décembre 2024

**La Présidente
de la Commission de discipline**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a long horizontal stroke.

Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Le secrétaire de séance

A handwritten signature in black ink, featuring a large 'L' and 'E' followed by a horizontal line.

Nicolas LEVIEUX

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES
INSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES (DAGIJ)
1 Chemin du Thil – CS 52 501
80025 AMIENS CEDEX 1
Secrétariat de section disciplinaire
discipline@u-picardie.fr



COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 6 NOVEMBRE 2024
DECISION n° SDU/2024-023

Affaire : M. XXX, étudiant à l'Université de Picardie Jules Verne, né le

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-023**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire
- M. David CHATAUR

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA
- Mme Clara MAMET

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 3 septembre 2024 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction rédigé par M. David CHATAUR, rapporteur, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressé adressée par courrier électronique en date du 15 octobre 2024 ;

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiant et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

M. XXX s'étant présenté seul à l'audience ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par M. David CHATAUR ;

Après avoir entendu l'étudiant, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiant, ce dernier ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiant s'est retiré ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 3 septembre 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **M. XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrit en Licence 2 de Chimie à l'antenne universitaire de [REDACTED], pour suspicion de fraude durant les épreuves de Méthodes spectroscopiques du 19 juin 2024 et de Réactivité de la molécule organique 1 du 20 juin 2024 ;

Considérant que le procès-verbal d'examen concernant l'épreuve de Méthodes spectroscopiques qui a eu lieu le 19 juin 2024 rapporte que le téléphone portable de M. XXX lui a été retiré par Mme AAA, responsable de la salle d'examen, « pour cause de triche à 9h15 », soit quinze minutes après le début de l'épreuve ;

Considérant que dans le procès-verbal de constatation de fraude concernant l'épreuve de Réactivité de la molécule organique 1 qui a eu lieu le 20 juin 2024, M. BBB, enseignant et surveillant de l'épreuve, rapporte que M. XXX consultait « des notes de cours sur son téléphone portable » à 9h35, soit trente-cinq minutes après le début de l'examen ;

Considérant que devant la commission de discipline, l'intéressé reconnaît les faits reprochés et ajoute avoir fraudé à deux examens successifs car il s'agissait de matières qu'il trouvait particulièrement compliquées, qu'il souffrait d'une fracture au poignet et traversait une période difficile ;

Considérant que l'étudiant indique regretter ses actes et être prêt à assumer toutes les responsabilités qui en découleront ;

Considérant que conformément à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne, le fait d'être en possession d'un téléphone portable pendant une épreuve est strictement prohibé, sans qu'il soit nécessaire d'établir ni la nature ni la finalité de cette utilisation ;

Considérant qu'en conservant et en utilisant son téléphone portable pendant les épreuves de Méthodes spectroscopiques en date du 19 juin 2024 et de Réactivité de la molécule organique 1 en date du 20 juin 2024, l'étudiant a adopté un comportement contraire à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen.

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Monsieur XXX** :

Une exclusion de neuf mois ferme de l'Université de Picardie Jules Verne

Article 2 : En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

Article 3 : Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à l'intéressé et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le mardi 3 décembre 2024

**La Présidente
de la Commission de discipline**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a long horizontal stroke.

Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Le secrétaire de séance

A handwritten signature in black ink, featuring a stylized 'N' followed by a long horizontal stroke.

Nicolas LEVIEUX

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr